



Réseau d'analyse des idéologies et cultures contemporaines

Colloque international
La loi, la mémoire et l'histoire
Law, Memory, and History

Montréal – Université McGill
les 16 et 17 novembre 2007

Colloque organisé par Marc Angenot et Régine Robin

Dans plusieurs pays d'Europe, mais aussi ailleurs dans le monde, en Amérique du Sud, en Afrique du Sud, depuis un quart de siècle, des législations sont intervenues qui proclament et établissent des faits historiques ou qui interdisent de les nier. Il s'agit d'un fait nouveau qui touche plusieurs pays et relève à coup sûr de motivations diverses. On parle en France de «lois mémorielles» car la France a la singularité d'avoir multiplié les lois de cette sorte. Les premières de ces lois en Europe ont été des réactions – ce, fort logiquement, en Allemagne tout d'abord – à la propagande perverse d'une poignée de négationnistes qui alarmait l'opinion. En France, on a vu se succéder la Loi Gayssot (1990) dirigée contre la négation de la Shoah¹, suivie de la Loi sur le génocide arménien (2001), puis de la loi, abrogée en 2006, de 2005 qui invitait les enseignants à mettre en valeur le caractère «positif» des entreprises coloniales,² puis de la Loi Taubira (2001) sur le caractère de crime contre l'humanité de la traite négrière et de l'esclavage. Dès le départ, ces législations, acclamées par certains, ont suscité le malaise. S'il pouvait sembler légitime d'interdire la négation sophistiquée des chambres à gaz, il n'en restait pas moins que le principe de la liberté d'expression et d'opinion, fondateur de la démocratie, était remis en cause. D'autre part, ces lois «ciblées» ont été attaquées parce que, visant certains crimes, elles semblaient vouloir garder le silence sur d'autres de nature et d'ampleur analogues. Quant aux historiens français, ils furent d'emblée presque unanimes à dire leur malaise devant un texte suivi bientôt de plusieurs autres qui présupposent qu'il existe une vérité historique qu'il est devenu illégal de contester.³ Il a fallu qu'un historien qui a pourtant l'oreille du pouvoir, René Rémond publie une critique globale de ces législations, *Quand l'État se mêle de l'histoire*, 2006, et réclame au nom de la profession historique leur retrait en bloc.⁴

Nous percevons cependant que le problème n'est «pas si simple», il s'en faut, et qu'il tient à des enjeux essentiels de nos états de société. D'autres historiens aujourd'hui demandent au contraire

¹ Elle qualifie de «délit», la contestation de l'existence des crimes contre l'humanité «définis dans le statut du Tribunal militaire international de Nuremberg». En Belgique, la loi du 23 mars 1995 réprime «la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation du génocide commis pendant la Seconde Guerre mondiale par le régime national-socialiste allemand.» Son extension a été souvent réclamée, mais rencontre diverses résistances.

² «La Nation exprime sa reconnaissance aux femmes et aux hommes qui ont participé à l'œuvre accomplie par la France dans les anciens départements français d'Algérie, au Maroc, en Tunisie et en Indochine ainsi que dans les territoires placés antérieurement sous la souveraineté française.» Et : « Les programmes scolaires reconnaissent en particulier le rôle positif de la présence française outre-mer, notamment en Afrique du Nord ».

³ D'autres législations françaises comme celle sur l'amnistie, amnistie censée effacer non le seul délit, mais interdire d'évoquer les faits condamnés eux-mêmes, compliquaient déjà, selon une logique toute différente, la tâche de l'historien.

⁴ En novembre 2006, une pétition de juristes est venue réclamer aussi l'abrogation de toutes ces lois.

une législation européenne anti-négationniste (*Historiker für europaweites Gesetz gegen Auschwitz-Leugnung*) et d'autres groupes de pression se pressent à la porte des parlements nationaux et européen avec leurs propres projets de lois.⁵ Plusieurs propositions de loi ont été déposées par exemple depuis 1990 pour étendre l'application de la loi Gayssot à la négation de «l'ensemble des génocides» – dont il reste bien entendu à déterminer hors de toute contestation la liste, dont débat par exemple *l'International Association of Genocide Scholars*.

Nous invitons un groupe de chercheurs éminents, historiens, sociologues, juristes, philosophes, spécialistes de terrains de recherche complémentaires, à communiquer leur analyse des divers aspects de ces législations, de leur application et des conjonctures nationales où elles s'inscrivent – et à confronter leurs vues pour en discuter en termes de problématique globale et comparée.

Les organisateurs sont bien conscients du fait que la problématique ci-dessus circonscrite est inséparable de questions plus vastes et non moins lourdes: celle des formes, nouvelles ou anciennes, de la falsification historique, de la censure des faits historiques, celle des multiples négationnismes officiels quant aux massacres et décimations de populations entières ourdis par des États au nom d'idéologies antagonistes au cours du siècle passé, celle des non moins multiples «querelles d'historiens», celle de la concurrence des mémoires identitaires, inséparable de ce qu'on a pu appeler la «concurrence des victimes»⁶, celle de la réconciliation désirée de peuples déchirés passant par des «commissions» visant à dire la vérité sur les atrocités commises et les responsabilités encourues⁷ – et celle de *l'obsession commémorative* qui caractérise les sociétés actuelles d'Occident, obsession qu'accompagnent du reste des lois créant des mémoriaux et prévoyant l'érection de monuments.

Sans vouloir aucunement interdire aux participants d'aborder de telles problématiques, les organisateurs souhaitent que l'objet précis de leur communication soit centré sur la question de la *loi* face au passé historique. Le colloque se déroulera en français et en anglais.

☆☆☆☆☆

⁵ Ainsi de la demande de révision ou de re-qualification du congé européen du 8 mai (1945), date que les nouveaux membres de l'Union européenne et ci-devant membres du Pacte de Varsovie ou annexés à l'URSS peuvent difficilement apprécier comme celle d'une «libération».

⁶ J.-M. Chaumont, *La concurrence des victimes: génocide, identité, reconnaissance*. La Découverte, 1997.

⁷ En Afrique du Sud qui a servi de modèle (1996), puis au Timor oriental, dans la Sierra Leone, au Pérou, Chili, en Argentine. En Espagne la *Ley de la memoria histórica* (2006) s'inscrit dans une telle logique d'après guerre civile; elle déchaîne toutefois actuellement les passions.